

Procès-verbal de séance du conseil municipal Jeudi 25 octobre 2012

Convocation du 19 octobre 2012

Membres en exercice : 15

L'AN DEUX MILLE DOUZE LE 25 OCTOBRE à 20 HEURES 30, le Conseil Municipal de SIGOYER, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Maurice RICARD, Maire.

Etaient présents tous les membres en exercice, Mesdames et Messieurs :
RICARD Maurice, ALLAIN-LAUNAY Matthieu, COMTE Sandrine, GERBAUD Eric, FERNANDEZ Vincent, GABANOU-PAUL Agnès, GARCIN André, MEUNIER Michel, MICHALINOFF Jacques, MODANESE Corine, PARA-AUBERT Monique, RAIZIN Stéphane, sauf

Absents : **CLEMENT Jean-Luc, DUGELAY Denis,**
Absents excusés représentés : **DUC Serge, représenté par MEUNIER Michel**

Secrétaire de séance : **COMTE Sandrine**

Présents : 12 *Votants* : 12+1

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, qui assure une prise de notes pour complément

Ordre du jour :

- Bâtiments communaux (garages, maison Lagarde) : rendu des études de faisabilité par les architectes sollicités
- Entretien des réservoirs d'eau : demande de financements
- Sécurisation des abords de la salle des deux Céüze : demande de financements
- Rénovation de l'appartement T4 école : demande de financements
- Tarifications de l'eau et de l'assainissement pour l'année 2013
- Avis sur l'arrêté préfectoral de périmètre de la communauté d'agglomération du Gapençais
- Questions diverses

Le maire remercie les membres présents, puis il ouvre la séance par la présentation des projets d'urbanisme en cours, en présence de Mmes Elodie Casiez, architecte et Johanna Rozot, économiste.

Garage communal :

Le projet d'extension du bâtiment existant est présenté suivant les besoins exprimés (4 travées de 4 m x 8 m avec une hauteur de 4.50m).

Le choix de l'implantation s'avère difficile compte tenu des contraintes géographiques, réglementaires, esthétiques et visuelles.

Le choix s'est porté sur une implantation au dessus des équipements sportifs, terrain en pente, arboré nécessitant un terrassement et sans doute le déplacement de certains arbres.

Projet	Coût € HT*
- Garage 4 travées avec portes sectionnelles, arrivée d'eau, voie d'accès, plateforme de retournement et plantations	130 000
- 10%imprévus	13 000
- total HT	143 000

Après débat, le conseil conclut qu'une seule travée avec un peu plus de hauteur pour abriter le tractopelle sera suffisante ; l'extension se fera sur le parking à la suite de l'existant. Un complément d'étude est demandé pour cette solution retenue.

Le maire ajoute que le conseil général serait prêt à étudier la cession du garage des cantonniers qui n'est plus utilisé, assez vaste, suffisant pour contenir 2 véhicules légers.

Garage à dameuse aux Guérins :

Le projet concerne la construction d'un bâtiment comprenant un garage à dameuse (96 m²) et à terme, une salle communale (96 m²) pour la location du matériel de ski avec sanitaires accessibles au public ; la salle associative actuelle (maison de la station) serait reconvertie en logement locatif.

3 solutions sont proposées :

Projet	Coût € HT*
1. Garage à dameuse seulement avec toiture 2 pentes	99 000
2. Garage à dameuse avec dalle et préau toiture 2 pentes + WC publics	148 500
3. Garage à dameuse avec salle fermée et aménagée + WC publics	253 000

**Etudes techniques, topographiques, thermiques, contrôle et maîtrise d'œuvre (10%du HT) en sus*

Le maire rappelle que les WC publics pourront solutionner le problème récurrent de l'hygiène dû au camping sauvage du col des Guérins.

La solution N°2 semble être la plus adaptée aux besoins actuels, et laisse la possibilité d'une évolution dans le temps.

Maison Lagarde :

Il s'agit de réhabiliter un bâtiment communal, ancien hôtel de 4 niveaux, situé au cœur du village, et transformé en logements.

L'étude de faisabilité fait apparaître des enjeux urbains et politiques à considérer :

Enjeux urbains	Enjeux politiques
Position centrale dans le village (perspectives intéressantes depuis chaque entrée du village)	Privilégier la mixité sociale (logements pour tous)
Opportunité de lien rue/place du village par une transversalité piétonne	Renforcer le lien social en proposant des services publics ou de proximité
Accessibilité 2 niveaux, chaussées publiques (opportunité pour les personnes à mobilité réduite)	Respect des caractéristiques historiques du bâtiment
Patrimoine intéressant à conserver et à valoriser	Favoriser les énergies renouvelables en repensant le bâtiment dans son ensemble afin de réduire le coût énergétique

- Plusieurs solutions peuvent être envisagées :

Projet		Cout* HT
Programme A	réhabilitation des niveaux 2 et 3 en logements	291 500
Programme B	réhabilitation des niveaux 2, 3 et 4 en logements	407 000
Programme C :	réhabilitation du niveau 2 en commerces /ERP et niveau 3 en grand logement	280 500
Programme D :	réhabilitation niveau 2 en commerces /ERP et 3 et 4 en logements duplex	401 500

**plus études techniques, diagnostics et maîtrise d'œuvre à 12% du montant des travaux HT.*

Une réflexion est à mener afin d'optimiser au mieux l'espace et de prendre en compte la possibilité d'implanter un commerce ou un service de proximité (étude de marché).

Parallèlement, un dossier sera déposé auprès du CAUE afin d'obtenir un aperçu des possibilités de financement optimum pour chaque programme.
Le maire remercie Mmes Casiez et Rozot pour leur intervention.

• **Entretien de réseau d'eau :**

La parole est donnée à Matthieu Allain Launay pour un compte rendu de la commission eau/assainissement réunie le 16 octobre. Toujours dans le cadre de la sécurisation du réseau, des travaux de remplacement de canalisations dans les chambres de vannes et de vannes fuyardes sont à programmer. Un dossier de demande de financement sera déposé auprès du département et de l'agence de l'eau.

Le maire donne lecture de la délibération :

Le Maire rappelle au conseil municipal que la Commune s'est engagée dans un programme de réfection du réseau d'adduction d'eau potable.

Les interventions des programmes précédents ont contribué à une amélioration de la distribution de la ressource en eau.

Le Maire propose de programmer pour l'année 2013 une nouvelle tranche de travaux :

- *Poursuivre le renouvellement de canalisations vétustes plus particulièrement à la sortie des points de captage,*
- *Effectuer les travaux de sécurisation sur les réservoirs les plus anciens.*

Afin de mener à bien ce projet, il propose de solliciter une subvention de 80% que les organismes suivants se répartiront dans le cadre d'une commission mixte :

- *Agence de bassin,*
- *Conseil Général (Projet d'Initiative Locale)*

Selon le plan de financement ci-après :

Coût du projet (€)		Financement (€)	
Travaux sur réseau d'adduction d'eau potable HT :	61 025	Aides publiques 80% (agence de bassin et Conseil Général)	48 820
TVA 19,6% :	11 960	Autofinancement (dont TVA récupérable)	24 165
Total Opération TTC :	72 985	Total Opération TTC :	72 985

Adopté à l'unanimité par les conseillers municipaux.

• **Tarifs eau/assainissement pour l'année 2013 :**

M. le Maire rappelle que les tarifs de l'eau n'ont pas été modifiés en 2012 et qu'il convient de fixer ceux qui seront appliqués à partir du 1^{er} janvier 2013 avant la fin de l'année en cours.

Sur proposition de la commission "eau" et conformément à la loi sur l'eau en vigueur, les tarifs sont établis de la façon suivante :

Tarif eau potable	Tarifs 2011/2012	Tarifs 2013
Partie fixe		
➤ Abonnement type 1	40.00	40.00
➤ Abonnement type 2	75.00	75.00
➤ Abonnement type 3	105.00	105.00
<i>* En fonction des caractéristiques du réseau</i>		
Partie variable		
M ³ Eau total	0.74	0.77
Dont :		
➤ Service de l'eau (par M ³)	0.51	0.53
➤ Reversement aux organismes publics :		
Redevance Pollution (agence de l'eau)	0,21	0,22
Redevance source ONF	0,02	0,02
Tarif assainissement*	Tarifs 2011/2012	Tarifs 2012
Partie fixe		
➤ Abonnement	40.00	40.00
Partie variable	0.68	0.72
M ³ Eau total	0.53	0.57
Dont :		
➤ Service assainissement (par M3)	0.15	0.15
➤ Reversement aux organismes publics :		
Redevance modernisation des réseaux de collecte (agence de l'eau)		

***dont surtaxe d'assainissement communautaire reversée à la CCTB sur**

- partie fixe annuelle (23.52 €/abonné)
- partie variable : 0.2941/m3 d'eau consommée

Ces montants définis pour l'année 2012 sont susceptibles d'être actualisés pour 2013, Conformément à l'article R 2333-122 du CGCT « les abonnés aux réseaux d'eau raccordés en assainissement à une station d'épuration sont assujettis à une surtaxe d'assainissement communautaire qui sert à l'équilibre du budget assainissement de la CCTB en finançant les dépenses liées à l'investissement et à l'exploitation des stations d'épuration. »

Les interventions de l'employé communal sur le réseau d'eau, à la demande de particuliers, feront l'objet d'une tarification suivant bordereau de prix ci-après :

Intervention de l'employé communal		
➤ Pendant son service	Taux horaire indivisible	20 euros
➤ En dehors du service	Taux horaire indivisible	35 euros
Manœuvre des vannes	Forfait	35 euros

Ces tarifs seront applicables au prochain rôle.

Adopté à l'unanimité

- **Sécurisation des abords des deux Céüse :**

Le maire rappelle les préconisations de la commission communale de sécurité et précise qu'il reste à consolider la berge du torrent des Murets par un enrochement et à mettre en conformité l'accès de l'escalier de secours.

A ce titre, des financements pourraient être obtenus auprès du conseil général à hauteur de 80% dans le cadre d'un PIL (projet d'initiative locale). Il propose qu'un dossier soit déposé.

Le maire expose au conseil municipal que, compte tenu de la dégradation constatée au fil des ans, la Commune doit engager des travaux de sécurisation des abords de la salle des deux Céüse.

Ces travaux concernent pour l'essentiel la consolidation de l'espace qui sépare la salle de la berge du torrent des Murets. Il convient également de mettre aux normes l'escalier de secours sur la façade Ouest du bâtiment.

Compte tenu de l'importance du coût des travaux il propose de solliciter une subvention à hauteur de 80%, auprès du Conseil Général dans le cadre de l'aide aux projets d'initiative locale (PIL).

Le plan de financement s'établit comme suit :

Coût du projet (€)		Financement (€)	
Travaux de protection de la berge HT :	55 810	Aide du Conseil Général :	46 088
Réfection de l'escalier de secours HT :	1 800		
Total HT:	57 610	Autofinancement :	22 814
		(dont TVA récupérable)	
TVA 19,6% :	11 292		
Total Opération TTC :	68 902	Total Opération TTC :	68 902

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité

- Approuve cette proposition
- Autorise le Maire à signer tous documents relatifs à cette demande de subvention

- **Rénovation de l'appartement T4 école - demande de financements (programme d'Aménagement Solidaire du Conseil régional) :**

Le maire propose qu'un dossier de demande de financement soit déposé pour la réhabilitation du logement T4 inoccupé depuis juin suite au départ du locataire.

Le Maire expose au conseil municipal que le logement T4 situé au-dessus de l'école communale est actuellement inoccupé et que des travaux de réhabilitation y sont nécessaires.

*Ces travaux, dont **le montant total HT est estimé à 27 021 euros**, porteront sur l'isolation extérieure, la peinture et le revêtement des sols de la totalité du logement, la réfection complète de la salle de bains.*

Il propose de les faire réaliser et de solliciter une aide financière du Conseil Régional dans le cadre du Programme d'Aménagement Solidaire (PAS) dont bénéficie la Communauté de Communes de Tallard-Barcelonnette.

Il indique que, pour bénéficier de ce financement, la commune doit s'engager à appliquer un loyer maîtrisé, donnant droit à l'APL, pendant 15 ans.

Le plan de financement s'établit comme suit :

Coût du projet (€)		Financement (€)	
Travaux de réhabilitation	27 021	Aide de la Région (PAS)	8 106
TVA 7%	1 891	Autofinancement (dont TVA récupérable)	20 806
Total Opération TTC :	28 912	Total Opération TTC	28 912

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité

- *Approuve le projet de réhabilitation du logement T4 de l'école communale*
- *Autorise le Maire à solliciter les subventions et notamment celles du Conseil Régional.*

Les travaux pourront débuter dès l'enregistrement du dossier par le conseil régional, des devis seront demandés pour la rénovation des sanitaires.

• **Avis sur l'arrêté préfectoral de périmètre de la communauté d'agglomération du Gapençais :**

M. Le Maire rappelle à l'assemblée que Monsieur le Préfet a adressé, le 20 août 2012 à l'ensemble des communes et communautés de communes concernées, notification de l'arrêté de périmètre de la "communauté d'agglomération du gapençais".

Ce périmètre inclut la commune de Gap et l'ensemble des communes des actuelles communautés de communes de l'Avance et de Tallard-Barcillonnette, soit 24 communes au total. Il est conforme à la décision de la commission départementale de coopération intercommunale du 23 décembre 2011.

L'organe délibérant de chacune des communautés de communes est invité à donner un avis sur ce périmètre.

Chaque conseil municipal est appelé à donner son accord. A défaut de délibération dans un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté de périmètre l'avis est réputé favorable.

Cet arrêté doit obtenir l'accord de la majorité qualifiée des communes consultées soit la moitié des communes représentant la moitié de la population, dont la commune la plus importante si celle-ci représente plus du tiers de la population totale concernée.

Il rappelle que le conseil municipal a délibéré deux fois au sujet de communauté d'agglomération : le 5 juillet 2011 pour émettre un avis négatif sur le Projet de Schéma de Coopération Intercommunale des Hautes-Alpes et le 14 novembre 2011 pour proposer à la CDCI d'adopter un amendement préservant la CCTB dans son périmètre actuel. .

Il rappelle enfin son implication personnelle pour que des groupes de travail réunissant des élus des 24 communes concernées puissent débattre objectivement du contenu potentiel de la communauté d'agglomération et en préciser les modalités de fonctionnement.

Compte tenu de la complexité du sujet ces réflexions devaient être accompagnées par une expertise extérieure. Par courrier du 4 octobre le Maire de Gap a informé les maires concernés que, faute d'une aide financière substantielle de la part de l'Etat sur le coût (60.000 euros) de cette mission, il était contraint d'y renoncer.

A ce jour, aucune réunion de travail n'a été organisée et aucune mission d'accompagnement n'est commandée.

Après que chaque conseiller ait été invité à donner son avis sur ce sujet majeur pour l'avenir du territoire gapençais, le Conseil Municipal constate, avec regrets, qu'aucun des motifs justifiant ses précédentes délibérations n'a reçu le moindre élément de réponse :

- 1. aucun projet de territoire n'accompagne l'idée de communauté d'agglomération,*
- 2. aucun groupe d'élus n'a travaillé sur cette perspective,*
- 3. aucune réflexion approfondie n'a été engagée :*
 - sur les modalités de fonctionnement de cette nouvelle structure (gouvernance, fiscalité, personnel, moyens matériels...),*
 - sur la continuité des services rendus actuellement par la CCTB aux populations (réseau d'eau intercommunal, assainissement, gestion des déchets, école de musique, accueil de loisirs...) et aux communes (aide à l'élaboration de dossiers, maîtrise d'ouvrage déléguée...); ce point est particulièrement préoccupant sachant que, du jour au lendemain, la communauté d'agglomération se substituerait aux communautés de communes existantes.*
 - sur les modalités de constitution de cette communauté (Dissolution, Création ou Fusion)*

Considérant qu'il y aurait plus de risques à s'engager dans une communauté d'agglomération dont rien d'autre que le périmètre n'est défini, qu'à maintenir l'organisation territoriale actuelle,

Le Conseil Municipal de Sigoyer, à l'unanimité

Exprime son désaccord sur le périmètre de la communauté d'agglomération du gapençais, proposé par l'arrêté préfectoral 2012-233-0013.

- **Questions diverses :**

- **Acquisition foncière au col des Guérins :**

Le maire informe le conseil municipal de l'entrevue avec M. Hives relative à la cession de la parcelle de pins située au col des Guérins, le propriétaire souhaite mettre en vente un détachement de 3000 m² au prix de 0.50€ le m² + 0.50€ le m²/ bois soit un total de 3000€ ; les frais de notaire s'élevant environ à 1000€ ; Jacques Michalinoff trouve l'estimation onéreuse pour du bois de pins peu intéressant à exploiter, et s'interroge sur le bien fondé de l'achat. Avant de se prononcer sur l'acquisition, une réflexion est à mener sur la destination de la parcelle.

Le maire a étudié la possibilité d'échange de 2 parcelles appartenant à M. Hives, enclavées dans le domaine communal, contre un détachement constituant le périmètre de captage de sa source située sur ce même domaine communal, or les frais de notaire s'élèvent à 1 800€, compte tenu du coût pour si peu d'avantage, l'échange ne sera pas réalisé.

- **Traverse de Saint Laurent :**

Les travaux seront financés par les amendes de police, soit 1800€ obtenus.

- **Cérémonie du 11 novembre :**

Elle se déroulera à Fouillouse et à Sigoyer où seront remises les médailles de porte drapeau à Mrs Gilbert Arthaud et Gabriel Miglierina.

- **Voyage à Paris :**

Le Maire donne lecture du courrier de remerciements des institutrices suite au financement du voyage, en attente des versements de subventions.

- **Travaux électriques :**

Stéphane Raizin fait part de l'avancement des travaux à Surville, un surcoût de 2 800€ permettra la mise en souterrain d'une portion supplémentaire et d'éliminer un poteau de plus, envisagé lors d'une réunion de chantier, ce surcoût ne sera sans doute pas nécessaire pour réaliser le programme initialement prévu.

Rond-point à l'entrée du village : l'entreprise ETEC procédera à la restauration de l'éclairage par la pose d'un mat de 4 mètres dans le cadre du programme MDE dont la maîtrise d'ouvrage a été déléguée au SYME 05.

- **Transports scolaires:**

Un rappel sera renvoyé à l'entreprise Pinet, relatif au stationnement du bus scolaire.

- **Sanitaires extérieurs salle des deux Céüse :**

Eric Gerbaud s'étonne que ces toilettes ne soient pas régulièrement entretenues et que le système de fermeture soit détérioré. A vérifier.

- **Remontées mécaniques des Guérins :**

Le maire informe les conseillers de l'abattage des 3 pylônes, par les employés communaux, avant les chutes de neige ; la gare désormais inutile, sera mise en vente.

- **Divers eau :**

Matthieu Allain Launay demande que les employés communaux manipulent les vannes un fois l'an et désinfectent aussi les brises charges ; le maire confirme que sauf omission, cela a été fait cette année.

Matthieu Allain Launay rappelle que l'Agence Régionale de Santé, lors de la visite de son représentant (M.Ullès) le 25 octobre, est satisfaite des travaux de mise en conformité des périmètres de captages, enfin il souhaiterait qu'un courrier soit adressé à Véolia suite au problème de recherches de fuites, sur le réseau intercommunal.

La parole est donnée au public, pas de question.

La séance est levée à 23H30

Délibérations du conseil municipal :

- Tarification eau et assainissement - année 2013
- Travaux de sécurisation des abords de la salle des deux Céüze
- Réfection du réseau d'eau - Programme AEP 2013
- Rénovation d'un logement communal (T4 de l'école)
- Arrêté de projet de périmètre de la communauté d'agglomération du gapençais

Lu et approuvé, les conseillers municipaux